

DIRECTION DU COMMERCE DE BOUMERDÈS

Des concessionnaires de véhicules, des producteurs de médicaments, des fellahs et des aviculteurs dans le collimateur

**La Direction du commerce de la wilaya de Boumerdès (DCWB) a ouvert, en collaboration avec les Directions de la santé et de la population (DSP) et celle des services agricoles (DSA) de la même wilaya, plusieurs enquêtes concernant des dossiers dont certains touchent directement les intérêts et la santé des consommateurs.**

En premier lieu, la Direction que dirige Samia Ababsa cible les vendeurs de véhicules neufs. L'enquête en cours se rapporte à l'avance sur commande de véhicule. «Nous enquêtons pour savoir si ces revendeurs de véhicules respectent la loi qui ne leur donne droit qu'à une avance égale à 10% de la valeur du véhicule commandé. Nous pensons que certains exigent plus. A ce propos, nous avons mis en demeure 6 d'entre eux» nous dira la directrice du commerce que nous avons rencontrée lors des activités de sensibilisation

que son département a organisées à l'occasion de la Journée mondiale du consommateur.

Dans le second dossier, Samia Ababsa et ses collaborateurs se penchent, avec l'aide de la DSP de Boumerdès, sur le prix des médicaments. «Nous menons en outre une enquête dans le secteur des médicaments. Il y aurait, en effet, certains opérateurs industriels dans ce domaine qui ne respectent par la marge que leur accorde la loi ; au bout de la chaîne c'est le malade, donc le consommateur, qui paie cette augmentation

illégal.» Avec la DSA, la directrice du commerce veut savoir si l'engrais subventionné par l'Etat va réellement chez le fellah. «En ce qui concerne les produits phytosanitaires plus particulièrement la filière des engrais, l'Etat subventionne à hauteur de 20% de la facture d'achat de l'engrais. Nous voulons savoir si cet engrais subventionné est effectivement acquis et utilisé par les fellahs concernés.»

Dans le domaine des approvisionnements du secteur agricole en engrais et en produits phytosanitaires, il y a des informations qui se murmurent et des rumeurs qui circulent avec insistance sur des visées malhonnêtes chez des marchands de ces produits établis à Boumerdès. On les soupçonne par ailleurs d'importer des produits interdits et dangereux pour les humains. A titre indicatif,

nous rappellerons cette affaire de vente de pesticides périmés. Il y a quelques mois, trois fellahs avaient vu leurs plantations de plusieurs dizaines d'hectares de cultures maraîchères complètement ravagées à la suite de l'épandage d'un produit hautement toxique. Les fellahs en question avaient accepté une première fois de témoigner, mais dès que le fournisseur incriminé leur avait glissé des enveloppes, ils sont revenus sur leur promesse.

Toujours dans le chapitre d'enquêtes contre des producteurs dans le secteur de l'agroalimentaire et en complément de ce que nous a révélé sa patronne, l'un des adjoints de la DCWB, Menad Dahmani en l'occurrence, nous fait savoir qu'une autre enquête est ouverte dans la filière de la volaille. Il nous confie à ce propos

«nous soupçonnons certains aviculteurs d'utiliser des hormones de croissance interdites. Plus grave encore, il y aurait des éleveurs qui récupèrent du sang des abattoirs pour le donner sous forme d'aliment d'engraissement aux volatiles destinés à la consommation. Il y a, en la matière, le risque de transmission de germes et de maladies aux consommateurs.»

Cette Direction a enregistré ces derniers mois des succès contre les réseaux de trafic de marchandises. Pour peu que l'on laisse les inspecteurs de la DCWB et leurs responsables travailler sans intervention et sans pression, il sera mis fin, c'est certain, à beaucoup d'abus et de délits commerciaux dans la wilaya de Boumerdès.

Abachi L.

MÉDÉA

Les villageois de Bouchouil interpellent le wali

Depuis la semaine dernière et les importantes chutes de pluie dans la région, la localité de Bouchouil, relevant de la commune de Meghraoua, à l'extrême sud-est de Médéa, aux frontières avec la wilaya de Bouira, est isolée du monde. Et pour cause : l'unique route qui relie cette localité à la commune via un chemin communal est submergée d'eau après le remplissage de la retenue collinaire, érigée en contrebas de cette route et en aval d'un oued.

D'après une requête dont nous détenons une copie, les habitants de cette localité appellent au wali de Médéa que depuis que cette route est submergée par les eaux, les centaines d'élèves ainsi que les dizaines de travailleurs de cette localité sont obligés de parcourir plusieurs kilomètres à pied et dans la boue, en traversant les champs avant de regagner la route communale de l'autre côté de cette retenue.

Aussi, et tout en rappelant les multiples correspondances envoyées depuis août 2015 au premier magistrat de la wilaya dans lesquelles, ils lui rappellent la gravité d'une telle opération de construction d'une retenue collinaire dans un endroit qui allait irrémédiablement envahir l'unique route qui les relie au chef-lieu communal de Meghraoua, interpellent le wali pour prendre des mesures urgentes afin de désenclaver leur localité et permettre, surtout aux élèves, de poursuivre normalement leur scolarité.

D'après ces villageois, après la réalisation de cette retenue, somme toute bénéfique pour la région, un autre tracé d'une route à réaliser plus en aval et un peu plus haut, semble plus que nécessaire. Mais, en attendant, l'ouverture d'une piste agricole suivant ce nouveau tracé semble la plus indiqué.

Y. Y.

M'SILA

La création de forêts récréatives autorisée

**Désormais, les espaces forestiers peuvent contribuer à l'économie nationale par la création de forêts récréatives, le reboisement des arbres fruitiers et la plantation de plantes à intérêt culinaire et médicinal, c'est ce qu'on a appris en marge d'un regroupement de deux jours le 12 et le 13 mars des cadres des Conservations des forêts des wilayas de Bordj-Bou-Arréridj, Djelfa, Laghouat et M'sila, réunis au début de cette semaine dans la wilaya du Hodna.**

Cette rencontre a pour objectif de donner des directives et des orientations par la tutelle pour réhabiliter et préserver le patrimoine forestier de ces quatre wilayas et consolider tout ce qui a été fait dans le passé.

Comme il faut aller vers un aspect opérationnel qualitatif, notamment en matière d'investissement en

visant à créer un rôle et une contribution économique de la forêt, tout en développant plusieurs créneaux grâce à la richesse du patrimoine forestier de cette région des quatre wilayas qui a besoin d'être valorisée à travers de petites actions au profit surtout des populations riveraines en procédant à la culture à titre d'exemple des plantes médicinales et d'in-

térêt aromatique, développer la culture des champignons.

Quant au reboisement, on peut passer à une étape plus qualitative par le choix des arbres d'intérêt économique qui peuvent contribuer au revenu du citoyen et à l'économie nationale, en sortant du reboisement habituel avec le seul type d'Alep, qu'on peut le remplacer par des arbres fruitiers tels que le châtaignier, le pistachier, le genévrier, et l'olivier ; affirme le directeur général des forêts M. Abdelkader Yettou.

Pour les lieux de récréation et de divertissement près des agglomérations, le directeur général vise à la création de forêts récréatives par l'octroi d'une auto-

risation d'usage des lieux dotés d'infrastructures légères démontables à tout moment qui s'adaptent au lieu d'accueil selon un dispositif réglementaire tracé par la tutelle pour gérer ces espaces, a précisé ce responsable, bien sûr géré par un cahier des charges qui comporte en premier lieu la protection des lieux mais pas de concession au sein de la forêt, a-t-il ajouté.

Les membres des différentes délégations ayant pris part à ce regroupement, accompagnés de leur DG, ont effectué des visites aux différentes forêts de Aïn Gherab, de Messaâd au sud de la wilaya et de El Haourane à Hammam Dhalaâ.

A. Laïdi

MILA

Les habitants de la cité Boukellala reviennent à la charge !

**Un litige qui dure depuis des décennies, des solutions spécifiques dégagées par les autorités centrales, depuis des années, malheureusement le problème persiste et la quarantaine de familles de la cité Boukellala (ex-Dragados) à Mila, ne voient toujours pas le bout du tunnel, malgré les engagements et les promesses des autorités locales.**

Pour rappel, la quarantaine de propriétaires de ces chalets en majorité des cadres qui ont fait les beaux jours de l'unité céramique vaisselle de l'ex-ECVE, quand elle employait près qu'un millier d'ouvriers avant de tomber en désuétude et sombrer dans le chaos et la faillite, ces anciens cadres donc ont hérité de la base vie de la société espagnole Dragados qui a réalisé cette unité, et ce, depuis 1979.

Durant les années 1980, l'entreprise s'est désistée des chalets en faveur de ses employés qui ont acquis, dans un premier temps, uniquement les baraques. En 1989, l'APC de Mila et les responsables de l'ECVE ont convenu d'un commun accord de la cession de terrain d'assiette de ladite cité, conformément aux disposi-

tions du décret n°82-332 du 6. novembre 1982 portant cession des biens de l'Etat. Un mémorandum a été signé en date du 12 novembre 1989 par le président d'APC de l'époque qui confirme la cession du terrain au profit de l'ECVE d'une superficie de 39 000 m².

L'assiette dans sa globalité a été donc estimée à 136,5 millions de centimes. L'entreprise s'est acquittée, comme convenu, de ce montant, en date du 28 juin 1990, versé à la Caisse de Monsieur le receveur des contributions diverses de Mila (l'avis de débit de la BEA faisant foi). Malgré la conformité de la procédure d'acquisition, les bénéficiaires dans leur requête s'estiment lésés et victimes de manœuvres, puisque cette cité qui leur appartient du point de vue juridique et réglementaire a été amputée au vu et au su de tout le monde, de toutes ses dépendances loisirs (différents terrains de jeu) pour y implanter des logements sociaux collectifs, sans que personne trouve à redire.

Sentant les manœuvres et les manipulations pour les délocaliser, dans un premier temps, les habitants ont engagé un bras de fer, parfois violent (émeutes de 2005 où il y a eu des blessés même parmi les éléments d'intervention de la police), puis la sagesse est revenue et des négociations ont été entamées. Depuis, des solutions ont été préconisées et acceptées, puisqu'entrant dans un cadre global de rempla-

cement des chalets en amiante, érigés durant la décennie 1980/1990 pour des opérations de relogement d'urgence, à travers les wilayas de Constantine, Tipasa et Mila – Voir instructions interministérielles n°03 du 26 janvier 2012 et n°002 du 8 avril 2013, instructions stipulant l'octroi d'une aide de l'Etat pour le remplacement de ces chalets.

L'instruction précise «eu égard à l'état de délabrement avancé de ces constructions préfabriquées, et à leur vétusté, Monsieur le Premier ministre a donné son accord pour leur remplacement sur le même site, par de nouvelles habitations avec une contribution financière de l'Etat de 700 000 DA et une bonification du taux du crédit bancaire sollicité auprès d'une institution financière, le cas échéant.»

L'instruction mentionne et précise que l'aide financière est octroyée aux ménages, occupants réellement les chalets, pour la construction d'un logement neuf ou pour le parachèvement d'une habitation dont la réalisation est déjà entamée, et c'est là le cas de beaucoup d'habitants de ladite cité, et précise encore que ceci concerne aussi bien les occupants ayant déjà acquis leur logement préfabriqué que ceux appelés à accéder à la propriété en vue de la reconstruction d'une habitation sur les mêmes lieux, indépendamment de leurs revenus. Un comité ad hoc de wilaya a été mis en place,

auprès du wali, à l'effet d'examiner et de valider les demandes.

En 2012, les représentants des habitants de ladite cité ont reçu une correspondance, signée par le chef de daïra de Mila et portant les références n°173/2012 du 22 janvier 2012, cette correspondance stipule que la commission de daïra accorde un avis favorable quant à la régularisation des habitations de ladite cité (Boukellala), et ce, dans le cadre de la loi 08/15 relative à la régularisation des logements ayant un quelconque litige. Depuis, plus rien, jusqu'à cette réponse émanant du cabinet du wali, portant n°748/2016 du 15 février 2016, faisant suite à une demande d'audience au wali, formulée par des représentants de la cité, qui stipule que «suite à des travaux engagés sans respect de la réglementation (sans permis de construire), votre cas n'est plus régularisable, dans le cadre de l'instruction interministérielle n°07 du 18 septembre 2014.»

Bizarre, réagissent-ils unanimement et disent s'en remettre au wali qui a, certainement, été induit en erreur par ceux-là mêmes qui ont tout fait pour bloquer ce dossier, depuis le début ! Les habitants ne comptent pas s'arrêter là pour «défendre un droit spolié qui dure depuis toute une vie» si aucune solution n'est envisagée localement !

A. M'haïmoud